



Un monde interconnecté grâce au savoir




GLOBAL  
DEVELOPMENT  
LEARNING  
NETWORK

**GDLN**



### Movimientos

- Evite los movimientos rápidos
- No de la espalda a la cámara
- Sea expresivo y entusiasta
- Establezca contacto visual
- Hable naturalmente evitando subir el volumen de la voz
- Mantenga un tono de voz variado y no monótono



Near



## Qu'est-ce que le GDLN ?

Le Réseau mondial d'échanges de connaissances pour le développement (GDLN) est un partenariat d'environ 120 centres affiliés, répartis dans plus de 80 pays, qui offrent un accès à des centaines de services de communications web et de vidéoconférence dans le monde entier.

Le réseau regroupe un large éventail d'organisations publiques et privées — notamment Asian Institute of Management, Development Bank of South Africa, Ethiopian Civil Service College, Regional Information Technology and Software Engineering Center of Egypt et Tecnológico de Monterrey. Toutes ces organisations sont en mesure de fournir des services classiques d'échange de connaissances — par exemple, installations de vidéoconférence ou de téléapprentissage multimédia —, mais elles peuvent faire encore bien plus. Grâce aux liens étroits qu'elles entretiennent avec plusieurs intervenants du développement, elles peuvent aider les participants de divers pays à communiquer rapidement et à peu de frais, prodiguer des conseils sur la conception et la mise en œuvre d'activités d'apprentissage, et offrir un accès à des contenus et à des services d'experts se rapportant au développement dans un large éventail de domaines du savoir. Chaque année, elles organisent à travers le monde environ 1 500 activités d'apprentissage et de partage de connaissances dont plus des deux tiers peuvent être qualifiés d'échanges Sud-Sud<sup>1</sup>.

L'accès du GDLN à des intervenants des sphères publique et privée lui permet en outre d'offrir des services multilatéraux d'échanges de connaissances. Les clients peuvent utiliser les ressources des centres affiliés et les installations de communication du GDLN pour concevoir et organiser des activités de partage des connaissances en face à face, par vidéoconférence ou via l'internet.

## Fonctionnement

Le GDLN est une plateforme mondiale d'apprentissage et d'échange de connaissances qui opère à trois niveaux :

- fourniture de l'infrastructure physique (sites de vidéoconférence, ordinateurs, installations multimédia et accès à l'internet) nécessaire aux activités d'apprentissage et de partage des connaissances dans les capitales ou les régions éloignées ;
- prestation d'un large éventail de services de conseils et de mise en œuvre (depuis l'évaluation des besoins jusqu'à la prestation de services et l'évaluation des activités d'apprentissage et des produits y afférents) ;
- accès à la mine de savoir-faire et de connaissances sectorielle spécialisées que représentent les centres de formation de fonctionnaires et les universités de renom affiliés au réseau

## Clients et partenaires

De nombreux intervenants nationaux et multilatéraux du développement utilisent les services du GDLN et ses liens solidement établis — par exemple, le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). De plus, un nombre croissant d'entités du sud — par exemple, Innovations Environnement Développement (IED) au Sénégal, la Commission de l'enseignement supérieur (Higher Education Commission) du Pakistan et le ministère des Affaires familiales du Nicaragua — utilisent le réseau dans le cadre de leurs programmes d'échange de connaissances et de renforcement des capacités et établissent ainsi des contacts avec d'autres partenaires du Sud dans leur propre région et à travers le monde.

<sup>1</sup> Les échanges Sud-Sud favorisent la mise en commun de connaissances pratiques par les pays en développement. Ce partage peut conduire à des solutions de développement plus durables et contribuer au renforcement des capacités locales.



## Le GDLN à l'œuvre

Le GDLN offre un éventail de services et de solutions d'apprentissage trop nombreux pour être tous énumérés ici. Les exemples qui suivent illustrent la puissance et la portée géographique du réseau et offrent un aperçu de la manière dont il contribue concrètement à promouvoir le développement par l'apprentissage.



### Appui vital à la Chambre de commerce des femmes tanzaniennes

En Tanzanie comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les filles sont systématiquement moins scolarisées que les garçons. À l'âge adulte, les femmes affichent donc un taux d'alphabétisation moins élevé et ont souvent plus de mal à démarrer et à faire fonctionner une entreprise. Afin de lever certains des obstacles auxquels se heurtent les femmes entrepreneurs, le Tanzania Global Development Learning Center (TGDLC), situé à Dar es Salaam, a conçu et organisé un cours de formation destiné à mettre en contact des femmes d'affaires de Tanzanie, du Kenya et d'Afrique du Sud pour leur ouvrir de nouvelles perspectives en matière de commerce mondial. Une sélection de femmes de ces trois pays — propriétaires de petites entreprises, dirigeantes d'organisations sans but lucratif, formatrices et responsables de l'élaboration des politiques gouvernementales — ont été invitées à participer à cette activité d'échange de connaissances.

Une trentaine de femmes d'affaires tanzaniennes ont participé au programme et partagé ainsi leur expérience avec leurs ho-

mologues des autres pays. L'idée de départ du TGDLC, qui était d'exposer les femmes à de nouvelles perspectives de commerce international, a mené bien plus loin en poussant les Tanzaniennes à créer leur première Chambre de commerce. La mise en place de cette structure d'habilitation a marqué un tournant décisif en permettant aux femmes d'accéder à des sources de financement, des marchés et des opportunités commerciales.

*Dans chaque pays, nous disposons d'équipes extrêmement compétentes », explique Charles Senkondo, représentant du GDLN en Tanzanie. « Elles s'appuient sur des réseaux et des systèmes de distribution qui leur permettent d'apporter de la valeur à quiconque souhaite partager ses connaissances en matière de développement.*

Plus de 2 000 femmes sont devenues membres de la Chambre de commerce et y ont inscrit leur entreprise afin de bénéficier de l'esprit de corps et des possibilités de partage des connaissances générées par la structure. Comme le résume l'une d'entre elles : « Nous sommes optimistes pour l'avenir parce que les contacts permettent de trouver des débouchés, d'acquérir de l'expérience et d'apprendre de la réussite des autres ».





## Progrès en matière de pédiatrie cardiaque en Asie

Au Viet Nam, un enfant sur 100 naît avec une cardiopathie congénitale. Or, ce pays ne possède pas suffisamment de chirurgiens cardiologues formés aux techniques les plus récentes et capables de traiter les nouveau-nés souffrant de problèmes complexes.

Pour remédier à ce problème, la Fondation VinaCapital, en collaboration avec la Fondation mondiale du cœur et le Centre d'information sur le développement du Viet Nam (VDIC) de Hanoi, parraine un programme de formation qui permet aux médecins locaux d'apprendre auprès de spécialistes de la chirurgie cardiothoracique, de la cardiologie et de la pédiatrie cardiaque.

Cette formation (Symposium for Cardiac Care Teleconference Training Series) a été conçue au départ pour améliorer les compétences en soins et en chirurgie cardiaque au Viet Nam, mais lorsque l'organisateur, par l'entremise du VDIC, a pris la mesure des avantages liés au rayon d'action du GDLN, le programme a été élargi pour accueillir les médecins d'autres pays asiatiques.

Depuis son lancement en novembre 2008, le programme a traité de plusieurs sujets se rapportant aux soins cardiaques. On estime que plus de 700 médecins du Viet Nam, du Bangladesh, du Cambodge, de la Chine et de l'Indonésie ont participé à des séances de formation organisées dans des centres du GDLN ou diffusées sur le web. Avec l'aide du GDLN, tous les exposés ont été enregistrés et rassemblés sous forme de guides d'apprentissage que la Fondation mondiale du cœur met à la disposition des bibliothèques et des programmes médicaux de plusieurs pays en développement.

En décembre 2008, l'ex-président Clinton a offert au programme le soutien de la « Clinton Global Initiative », le qualifiant de modèle méritant d'être reproduit partout dans le monde.

*Ce programme nous ouvre d'intéressantes perspectives », affirme un médecin qui a participé à plusieurs séances. « Nous apprenons auprès d'experts qui nous familiarisent avec les nouvelles techniques et méthodes de recherche scientifique. Tel qu'il est conçu, ce programme favorise la participation du plus grand nombre, ce qui est excellent.*







## Relever les défis du changement climatique

Le changement climatique n'est désormais plus un « problème de l'avenir ». Comme l'a souligné le Secrétaire général des Nations Unies, il est devenu une préoccupation majeure de notre époque de par son rôle dans les crises que l'on observe dans les secteurs de l'économie, de la santé et de la sécurité, de la production alimentaire, de la sécurité matérielle et dans toutes sortes d'autres domaines. Ses répercussions, selon toute vraisemblance, ne feront que s'aggraver.

La lutte contre le changement climatique pose des problèmes complexes liés à l'élaboration des politiques publiques, au respect de la réglementation et aux stratégies de mise en œuvre. Il faut de toute urgence diffuser largement les informations et acquérir les connaissances spécialisées nécessaires pour s'attaquer à ces problèmes, et se doter des outils et des moyens requis pour mobiliser les énergies à l'échelle mondiale.

Le secteur Asie-Pacifique du GDLN a demandé à TERI (The Energy and Resources Institute), un institut autonome de recherche à but non lucratif basé à Delhi qui œuvre dans le domaine du développement durable, d'offrir une perspective mondiale en élaborant un programme d'apprentissage hybride sous forme de prestations payantes. TERI participe à cet effort en collaboration avec l'Institut japonais des stratégies environnementales mondiales (IGES), le Tokyo Development Learning Centre (TDLC) et ses affiliés au Bangladesh, au Népal, au Sri Lanka et au Viet Nam.

Une équipe de 25 spécialistes de TERI et de l'IGES a été chargée d'élaborer le contenu du programme sur une période d'environ 4 mois. Ce travail a débouché sur un programme intégrant diverses technologies d'apprentissage à distance qui se distinguent par les caractéristiques suivantes :

- *modules d'apprentissage en ligne adaptés au rythme des stagiaires, comprenant des articles théoriques interactifs, des vidéoconférences, des illustrations animées et des modèles de simulation. Des tests et des travaux personnels permettent d'évaluer les connaissances acquises et la performance des stagiaires à diverses étapes du programme ;*
- *six séances de vidéoconférence réparties sur la durée du programme qui favorisent l'interaction des participants et leur permettent de bénéficier du savoir d'experts internationaux. Ces vidéoconférences sont diffusées en direct sur le web et sont également enregistrées aux fins de visionnement ultérieur par les participants ;*
- *groupes de discussion filtrée par un modérateur, bulletins d'information régulièrement mis à jour, et autres outils interactifs de ce genre ;*
- *contenu polyvalent et structure flexible permettant au programme de répondre aux besoins d'un large éventail de participants internationaux — décideurs, professionnels du développement, secteur des entreprises, diplômés et cadres intermédiaires.*





Le site d'inscription en ligne a été lancé le 21 février 2011 avec pour objectif de recruter une centaine de participants. En l'espace de deux semaines, plus de 350 personnes avaient fait acte de candidature. Pour des raisons de bonne gestion, seuls les 150 premiers candidats ont été retenus pour participer au programme. L'évaluation faite par les participants a été des plus encourageantes pour les organisateurs. L'un d'eux a déclaré :

*Je suis chargé de transposer le modèle de changement climatique à l'échelle de mégalo-poles côtières comme Manille et Djakarta. Les connaissances que j'ai acquises en matière de modélisation du climat me sont très utiles.*



## Création d'une communauté virtuelle de spécialistes des pratiques comptables en Amérique latine et dans les Caraïbes

La communauté internationale reconnaît que de saines pratiques de comptabilité et d'audit sont essentielles au bon fonctionnement d'une économie de marché et à l'efficacité du secteur public et, par ricochet, à un développement économique équitable et durable. En Amérique latine, les conférences CReCER (acronyme espagnol de Comptabilité et responsabilité pour la croissance économique régionale) qui ont débuté en 2007 ont été le point de départ du processus qui permet de rassembler les décideurs de l'ensemble de la région en vue d'examiner les moyens d'améliorer la communication et la gestion des données financières des entreprises et des administrations publiques, de partager les acquis et d'échanger avec les experts internationaux dans les domaines de la comptabilité et des audits.

En 2010, le succès des conférences CReCER et les appels de plus en plus pressants en faveur d'une multiplication des occasions d'échange d'informations et de coopération hors des périodes de conférences ont conduit à la création d'un cercle de professionnels (CdP). La Fondation des Amériques GDLN s'est donné pour tâche de créer une plateforme virtuelle interactive pour CReCER. Aujourd'hui, près de 400 décideurs utilisent cette plateforme pour bloguer, annoncer des événements locaux et partager les nouvelles et les ressources les plus récentes. Les partenaires du GDLN de la région organisent en outre des dialogues et des groupes de discussion par vidéoconférence qui permettent aux décideurs de tous les pays d'échanger sur les principaux aspects du travail

d'amélioration des pratiques de communication de l'information financière et d'audit dans les secteurs public et privé.

*Faisant part de ses observations sur le projet, David Martinez, chargé de la politique opérationnelle et des services aux pays pour la région Amérique latine et Caraïbes de la Banque mondiale, explique : « Le CdP a donné aux comptables et aux auditeurs d'Amérique latine et des Caraïbes l'occasion d'échanger des idées pour améliorer et dynamiser leurs pratiques. Ils ont renforcé la profession de comptable dans leur région, ce qui leur a procuré en retour une plateforme pour entretenir des contacts plus réguliers et optimiser ainsi l'impact sur les réformes de la comptabilité et des audits. »*

Le CdP de CReCER a joué un rôle déterminant dans l'élargissement de l'accès à l'information et dans la diffusion des bonnes pratiques. Il a contribué à établir une large base de soutien au travail de CReCER en favorisant la collaboration avec des institutions de l'ensemble de la région qui n'auraient autrement pas eu l'occasion de participer aux conférences.









## Relever les défis de la migration des travailleurs dans les pays de la CEI

Chaque année, 10 millions de travailleurs migrants se déplacent dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), la plupart pour se rendre en Russie. Ce phénomène constitue un important problème pour le programme de développement de la région Europe orientale et Asie centrale (ECA).

Depuis janvier 2009, des spécialistes de la migration de six pays de la CEI (Arménie, Kazakhstan, République kirghize, Moldova, Russie et Tadjikistan) s'emploient, en collaboration avec l'équipe GDLN ECA, à organiser une série de consultations sur la question des travailleurs migrants. Il s'agit d'examiner les politiques et les pratiques migratoires actuelles des pays d'origine et de destination de ces travailleurs, et les défis que posent les migrations pour ces pays ; de tirer les enseignements de l'expérience de pays d'autres régions (Amérique latine) ayant réussi à maîtriser le phénomène et à optimiser l'impact des envois de fonds des travailleurs migrants sur le développement ; et, le cas échéant, de fournir des éléments qui aident les pays confrontés à une crise à élaborer un plan d'action national.

Afin d'apprendre de la bouche même des experts de la migration d'autres pays, 12 décideurs provenant de l'Arménie, de la République kirghize, de la Russie et du Tadjikistan ont effectué une visite d'étude aux Philippines — un pays justifiant d'une vaste expérience en matière de migrations internationales. Une session d'examen des résultats et des leçons tirées de cette visite a été suivie d'un atelier sur les migrations internationales organisé à Moscou, en Russie.

La mise sur pied d'un Réseau de formation sur la migration et les envois de fonds assistée par des pairs (MiRPAL) a été l'une des principales retombées de l'atelier de Moscou. Le MiRPAL regroupe des spécialistes des migrations et des envois de fonds des travailleurs migrants dans les pays de la région ECA et des responsables de l'élaboration de politiques en la matière. Il est doté d'un secrétariat situé dans les locaux de Migration XXI Century, une ONG basée à Moscou. Par l'intermédiaire du MiRPAL, les pays de la CEI ont mobilisé un large éventail d'intervenants et d'experts pour s'attaquer d'une manière systématique aux problèmes posés par les migrations. Ministères, spécialistes des questions migratoires et démographiques, banquiers centraux, historiens et analystes politiques participent au débat avec des administrations publiques, des employeurs, des donateurs, la diaspora et les organisations de défense des droits de la personne.

Selon Vyacheslav Postavnin, président de Migration XXI Century, « le MiRPAL a pour rôle de présenter des analyses économiques solides, de recueillir et de rassembler les données sur les migrations, d'élaborer des méthodes novatrices pour régler les problèmes posés par la migration et de communiquer ces idées aux décideurs et au public. »

Quelques-uns des résultats obtenus par le MiRPAL depuis 2009 :

- *importants changements institutionnels dans deux pays membres : le Tadjikistan, qui a mis sur pied un nouveau service gouvernemental chargé des questions liées aux travailleurs migrants, et la Russie, qui a adopté une nouvelle loi pour émettre plus rapidement et de manière plus transparente les permis de travail aux travailleurs migrants ;*
- *adoption par les pays membres du MiRPAL de deux plans d'action — statistiques sur les migrations et statistiques sur les envois de fonds des travailleurs — visant à harmoniser la collecte et la communication des données, ainsi que la terminologie y afférente ;*
- *sensibilisation du public et des décideurs aux enjeux des migrations grâce à un travail d'information et de partage des connaissances.*

Au cours des deux prochaines années, les ONG et les administrations publiques des pays de la CEI continueront de bénéficier des services de conseil et d'assistance technique de la Banque mondiale aux fins de l'élaboration de recommandations conjointes ou propres à chaque pays. Cette assistance sera étendue à la mise en œuvre d'initiatives de nature à améliorer les politiques régissant les migrations des travailleurs dans les pays membres du MiRPAL, ainsi que les règles et pratiques d'estimation des envois de fonds des travailleurs migrants.





## Recherche de solutions globales en période de crise économique

Au cours des dernières années, la volatilité des prix du carburant et des aliments a pesé sur le pouvoir d'achat de millions de personnes à travers le monde. Elle présente toujours de nombreux défis pour les pays en développement, et les décideurs subissent des pressions pour adopter des mesures rapides de protection des citoyens. En l'absence de conseils judicieux, les gouvernants risquent d'opter pour des solutions moins efficaces qui pourraient avoir un impact négatif sur l'efficacité de l'action de l'État et sur les finances publiques.

Le Forum des savoirs Sud-Sud organisé en juin 2009 au Caire, en Égypte, par les équipes de la Banque mondiale chargées de la protection sociale avait pour but de corriger cette situation en encourageant le partage des connaissances et le dialogue entre les principales parties prenantes. Plus de 150 décideurs et représentants de la société civile, des milieux universitaires, du secteur privé et de la communauté des bailleurs de fonds ont participé à des réunions en face à face ou virtuelles afin d'acquérir ou d'échanger des connaissances et d'examiner diverses options envisageables pour faire face efficacement aux trois crises qui se sont succédé en recourant à des instruments de protection sociale.

Des séances plénières et parallèles ont permis aux participants de partager les meilleures pratiques, les connaissances spécialisées et les idées nouvelles pour faire face aux crises. Les séances plénières ont fourni l'occasion de dresser un bilan des impacts de la crise financière, de la crise des prix alimentaires et de la crise des prix du carburant et de voir dans quelle mesure les dispositifs de protection sociale ou d'autre nature ont été utilisés. Les participants ont analysé des exemples concrets permettant d'illustrer les défis institutionnels posés par la mise en place et le renforcement de mesures de riposte à une crise, y compris leurs répercussions sur les réformes, les rôles des différents intervenants et l'établissement des priorités compte tenu des autres intérêts nationaux. Les séances parallèles ont mis l'accent sur les aspects pratiques en insistant sur les principaux enjeux, les innovations et l'adaptation des mesures de protection sociale dans différents contextes.

Le forum a mis en vedette l'expérience pratique acquise par les pays ; il a encouragé les échanges Sud-Sud de connaissances, et contribué à sensibiliser les participants aux moyens les plus efficaces de faire face aux crises.





## Contact Information

Il existe trois façons de contacter le GDLN :

1- Par le biais du secrétariat global du GDLN à l'Institut de la Banque mondiale. Les demandes d'information peuvent être transmises par courrier électronique à partir du site web du GDLN ([www.gdln.org](http://www.gdln.org)) ou directement à l'adresse [gdln.global@gmail.com](mailto:gdln.global@gmail.com)

2- Par le biais des associations régionales du GDLN :

- Association africaine des centres d'enseignement à distance (AACED): [www.aadfc.com](http://www.aadfc.com)
- GDLN Fondation des Amériques: [www.gdlnamerica.org](http://www.gdlnamerica.org)
- GDLN Asie-Pacifique: [www.gdlnap.org](http://www.gdlnap.org)

3- Par le biais du centre affilié local du GDLN dans votre pays. Pour une liste de tous les contacts, voir le site [www.gdln.org](http://www.gdln.org)

Références photographiques:

Michael Foley

Photothèque de la Banque mondiale

## « Si vous souhaitez...

- *contacter simultanément des centaines de personnes dans le monde entier ;*
- *débattre d'un problème de développement touchant une région entière ;*
- *apprendre de l'expérience d'autres pays ;*

**... contactez-nous! »**







